

LES
ÉTATS DE BOURGOGNE

DEPUIS LEUR ORIGINE

JUSQU'À LA MORT DE CHARLES LE TÊMÉRAIRE

PAR

Étienne-Symphorien BOUGENOT

Les registres de délibérations des États n'ont été ni perdus, ni détruits ; ils n'ont jamais existé.

I

1° Les États de Bourgogne ne deviennent une institution régulière qu'au xiv^e siècle. Ils dérivent du droit féodal.

2° Leur histoire se relie étroitement à celle des principaux événements dont la Bourgogne fut le théâtre.

II

1° La noblesse, le clergé et les bonnes villes sont seuls représentés aux États. Les évêques d'Autun et de Châlons ne sont obligés d'y assister qu'après le traité d'Arras (1435).

2° Les trois ordres ont un pouvoir égal.

3° Le duc seul peut les réunir.

4° Les nobles, les prieurs et les abbés sont convoqués in-

dividuellement. Les chapitres et les villes choisissent à leur gré leurs représentants.

5° Il n'y a rien de fixe sur le nombre et la durée des tenues d'États, ni sur le lieu de leur réunion.

6° Les États délibèrent par ordre, sous la présidence du duc ou de ses conseillers.

7° Les députés sont exempts de toute exécution et contrainte civile pendant leur séjour à l'assemblée.

8° Ils ne reçoivent aucune indemnité.

9° Les États nomment une délégation permanente. La fonction essentielle de ces élus est la répartition des aides.

III

1° Les États choisissent les représentants de la Bourgogne aux États-Généraux.

2° L'attribution principale des États est le vote des aides.

3° Les États adressent des requêtes aux ducs et exercent ainsi une influence considérable sur l'administration intérieure du pays.

4° Les États ont eu l'initiative de la rédaction officielle des coutumes de la Bourgogne, et ce sont leurs commissaires surtout qui ont mené à fin cette œuvre.

Chaque élève publiera les positions de sa thèse sous sa responsabilité personnelle.

(*Règlement du 2 février 1866, art. 9*).